

« La Coalition contre Agrexco », la Campagne BDS et l'engagement de la Cimade

Texte approuvé par le Conseil de la Cimade le 28 novembre 2009

Contexte :

Avec, entre autre, la Confédération Paysanne, l'AFPS (Association France Palestine Solidarité), ATTAC, le CCIPPP et L'UJFP (Union des Juifs Français pour la Paix) la Cimade est à l'initiative de la création en Languedoc Roussillon de la « Coalition contre Agrexco ». Cette forte implication s'inscrit dans la filiation historique de l'action de la Cimade en vue de participer à la construction de la Paix.

Cette Coalition a pour objectif de mettre en échec l'implantation à Sète d'Agrexco, entreprise qui participe activement au processus de colonisation dans les Territoires Occupés. Détenue à hauteur de 50 % par l'Etat Israélien, elle est l'exportateur principal des produits issus des colonies, notamment celles de la vallée du Jourdain où 7000 colons se sont appropriés 95% des terres des paysans palestiniens et contrôlent 98% de l'eau, réduisant à la misère ou à l'exil les paysans palestiniens.

Agrexco est un maillon indispensable au système d'oppression et de spoliation de la terre et des droits du peuple Palestinien. Son activité est un obstacle très concret à l'avènement d'une paix juste et équitable au Proche Orient. De même, elle participe de cette logique économique aberrante qui consiste à à considérer les produits agricoles comme n'importe quelle marchandise, avant tout source de profit, et à les transporter sur des milliers de kilomètres sans tenir compte du coût écologique, et de l'impact sur les agricultures locales. Cette logique est responsable des destructions environnementales qui frappent aujourd'hui avant tout les pays du Sud, entraînant des déplacements de populations de plus en plus importants (le HCR estime qu'en 2008, 50 millions de personnes ont migré du fait de la dégradations de leur environnement). Toujours au Sud, cette logique est directement responsable de l'éradication de filières locales de production agricole, avec pour conséquence le déracinement de millions de paysans qui n'ont d'autre alternative que de migrer pour survivre, d'abord vers les grands centres urbains puis vers nos pays du Nord.

En quelques mois, la Coalition contre Agrexco a connu un développement fulgurant. Composée d'une douzaine d'organisations en mai, elle en comprend aujourd'hui plus de cent. Forte du soutien exprimé par la société civile palestinienne mais aussi par de nombreuses organisations israéliennes, elle dépasse nos frontières, « la Coalizion contre l'agrexco » a vu le jour il y a quelques semaines en Italie, d'autres en Belgique, en Espagne ou en Grande Bretagne sont en cours de constitution..

Le combat de la Coalition contre Agrexco s'inscrit dans une logique de construction de la Paix. Les membres de la Coalition veillent à ce que ce combat soit exemplaire, non violent, exempt de toutes formes de racisme ou d'antisémitisme, s'appuyant sur des faits irréfutables ainsi que sur le respect du droit. Ces conditions fondent l'engagement dynamique de la Cimade LR dans la Coalition.

Déclaration :

L'engagement de la CIMADE dans cette dynamique n'est pas le fruit du hasard. Les événements dramatiques qui se sont produits l'hiver dernier à Gaza, notamment le bilan des pertes humaines chez les civiles palestiniens, ont profondément touché l'ensemble de l'opinion publique mondiale. Le 24 janvier 2009, quatre mois jour pour

jour avant la naissance de la Coalition contre Agrexco, le conseil de la Cimade adoptait à l'unanimité une motion publiée sur le site de la Cimade intitulé « Soutenir les acteurs de paix en Israël et en Palestine ».

Dans sa motion, le conseil s'interrogeait « *Comment ne pas être scandalisés de constater le manque de volonté et de fermeté de la communauté internationale pour faire respecter le Droit International et pour convaincre/contraindre l'Etat d'Israël à se conformer, comme tout autre état membre des Nations Unies, aux décisions prises par les instances légitimes de la communauté des nations ? Comment faire admettre à une large partie de l'opinion publique israélienne et à ceux qui à l'extérieur soutiennent sans critique toute action menée par les gouvernements israéliens que c'est précisément parce que l'on reconnaît - et que l'on défend - le droit d'Israël à exister en tant qu'Etat à part entière dans le concert des nations que l'on est en droit de réclamer qu'il respecte les mêmes devoirs que les autres ?* » Cette interrogation reste malheureusement d'actualité au regard des dernières tentatives infructueuses du Président OBAMA qui ne visaient qu'à « geler » le processus d'extension des colonies. La récente décision d'étendre la colonie de Gilo à Jérusalem Est en est encore un exemple flagrant.

A ces légitimes interrogations, le conseil de la Cimade réitère sa déclaration de janvier 2009 :

« Dans le contexte actuel de tensions et de blocage, de fortes pressions et des mesures concrètes d'accompagnement doivent venir de l'Europe, de la nouvelle administration américaine, des Nations Unies pour amener des partenaires, antagonistes pour le moment mais incontournables, à s'engager dans de telles négociations. Les meilleures chances pour qu'elles puissent aboutir reposent, non pas sur un nième plan de paix concocté par des chancelleries occidentales, mais sur une mobilisation de plus en plus forte des femmes et des hommes qui n'en peuvent plus de la situation de guerre, qui souhaitent la paix en Palestine et en Israël, qui croient qu'elle est encore possible, qui pensent qu'elle est même la seule issue possible pour continuer à vivre sur cette terre, côte à côte, dans la reconnaissance et le respect mutuel. »

La CIMADE constate que cette demande, la Société Civile Palestinienne l'a formulée en juillet 2005 à travers l'appel au BDS (Boycott, Sanctions, Désinvestissement). Cet appel de 172 organisations palestiniennes vise par une action non violente, identique à celle qui conduisit à mettre un terme à l'apartheid en Afrique du Sud, à forcer l'Etat d'Israël à s'engager dans la voie du respect du droit international.

Depuis l'effroyable épisode de Gaza, la campagne BDS connaît un développement mondial fulgurant. C'est ainsi que lors des dernières semaines :

Le gouvernement Norvégien a annoncé que le Fond d'Investissement Norvégien se retirait de la société israélienne d'armement Elbit pour son rôle dans la construction du mur de séparation en Cisjordanie.

L'université d'Ariel a été exclue de la final du « Solar Decathlon » plus grand concours mondial d'architecture durable qui se déroulera à Madrid en 2010 du fait qu'elle est construite dans les Territoires occupés.

Le Parlement brésilien s'est opposé à la ratification d'un accord de libre-échange entre le Mercosur et l'État d'Israël au motif que ce dernier ne respectait pas le droit international.

L'ensemble des syndicats anglais réunis en congrès ont pris la décision de s'engager formellement dans la campagne BDS, tout en rompant toute relation avec l'HISTADRUT, principale confédération syndicale israélienne.

Le conseil Oecuménique des Eglises a réitéré « la nécessité d'imposer un boycott aux produits et services provenant des colonies et de sanctionner par le désinvestissement les entreprises israéliennes liées à l'occupation.

Cette dernière décision vient rappeler la justesse de l'engagement de notre partenaire suédois Diakonia (membre d'Aprodev) qui a activement participé à l'exclusion de la société Véolia de la gestion du métro de Stockholm pour son implication dans la construction du tramway de Jérusalem.

Alors que les dernières péripéties autour de la présentation du rapport Goldstone, notamment les positions des gouvernements français et américain, nous démontre à nouveau qu'une action ferme et résolue en faveur d'une paix juste et équitable n'est malheureusement pas à l'ordre du jour. Alors qu'au même moment partout dans le monde mais aussi en Israël des associations et des personnalités juives déclarent soutenir l'appel BDS des Palestiniens, la Cimade, forte de son continuel positionnement au côté des Palestiniens et des Israéliens oeuvrant pour la paix, déclare son soutien à l'appel de la société civile palestinienne BDS et au positionnement de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine sur Boycott, Désinvestissement, Sanctions.

Elle assume ainsi doublement, et l'engagement de la région Languedoc dans l'action concrète contre Agrexco, définie aujourd'hui comme l'action prioritaire en France par le BNC (Boycott National Committee) Palestinien, et sa motion du 24 janvier 2009 dont elle réitère plus que jamais la conclusion :

« C'est avec ces hommes et à ces femmes de courage et de conviction que la Cimade souhaite s'engager d'avantage en leur apportant l'expression d'une solidarité active. Cet engagement, partagé avec d'autres partenaires associatifs, se traduira aussi par des actions de plaidoyer auprès des autorités françaises et européennes afin que le chemin de la paix ne soient plus seulement pavé de bonnes intentions mais aussi de mesures concrètes et conséquentes. »